



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, René REVOL, Philippe SAUREL

Attractivité - Cité intelligente - Appels à projets innovants et expérimentations au service de la ville - Avenant n°2 à la convention sur un programme de recherche et développement - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole utilise le territoire comme un véritable laboratoire urbain (*living lab*) pour adapter l'ensemble des champs de la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé en juin 2019 un appel à projets portant sur plusieurs initiatives de projets innovants qui ont permis d'identifier 10 projets d'entreprises/associations susceptibles de faire émerger de nouveaux projets de services et usages pour les citoyens et/ou la collectivité autour des thématiques suivantes : la mobilité, l'eau, l'énergie, l'environnement, vivre la ville (médiation et la participation citoyenne, les temps dans la ville...), l'IOT, le socle numérique, la culture, l'inclusion numérique, la valorisation de l'espace public....

Les projets sélectionnés sont accompagnés par Montpellier Méditerranée Métropole pendant leur expérimentation et font pour la phase d'expérimentation l'objet d'un contrat de recherche et développement avec la Métropole.

Le calendrier des expérimentations a été modifié en raison de la crise sanitaire. Après le premier confinement, un premier avenant a été signé par les lauréats pour prolonger l'expérimentation jusqu'au 31 décembre 2020. Eu égard le second confinement, il s'agit de prolonger à nouveau les conventions de recherche et développement avec les 10 lauréats pour leur permettre de mener à leur terme les expérimentations, et ce jusqu'au 30 juin 2021.

Les lauréats signataires d'une convention de recherche et développement avec Montpellier Méditerranée Métropole sont :

- Mobilité :
 - Amaplace : Conciergerie connectée de quartier ;
 - VOP Galago : Solution technique de gestion de l'autopartage en péri-urbain ;
- Energie :
 - Shunny Shark : l'intelligente artificielle au service de l'optimisation énergétique des piscines publiques ;
- Espace public et inclusion numérique :
 - ESII : Plateforme de gestion de l'accueil du public hybride (présentiel et virtuel) ;
- Inclusion numérique :
 - Reconnect : Solution de cloud solidaire ;
- Environnement :
 - Compostons : Service de collecte et de compostage des bio déchets en centre-ville ;
- Internet des Objets (IOT) / Capteurs :
 - Cyleone : Système innovant de mesures environnementales de la qualité de l'air extérieur ;
- Environnement (bâtiments) /Socle numérique :
 - SITOWIE : Technologie de simulation de la dégradation des constructions ;
- Culture :
 - Re(compose et danse (ici) : Espaces publics, identité chorégraphique et expériences citoyennes ;
- Vivre en ville :
 - Les petits mandarins : Application ludique d'apprentissage des langues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes des avenants n°2 aux conventions sur un programme de recherche et développement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Mathilde BORNE.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150209-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant 2 à la convention RD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.